

Violentes attaques des forces répressives Iraniennees contre les travailleurs et syndicalistes chauffeurs de Bus de Téhéran et sa Banlieue



Selon les nouvelles parvenues d'Iran, le Dimanche 4 décembre 2016, un rassemblement pacifique des travailleurs Chauffeurs de Bus de Téhéran et sa banlieue, tenu devant l'Hôtel de ville de la capitale Iranienne, a été violemment attaqué par les forces répressives et la police anti-émeutes de Téhéran.

Le rassemblement avait été organisé par le **Syndicats des travailleurs chauffeurs de Bus de Téhéran et sa Banlieue** connu aussi sous le nom de **Vahed Syndicate**, afin de protester contre des retards de salaires, des refus de leurs demandes d'aides au logement et d'accès à des logements sociaux qui leur avait été promis de longue date après approbation de leurs demandes légitimes auprès du Conseil municipal du logement de la ville de Téhéran. Ces travailleurs comptaient également exprimer leurs mécontentements contre les Coopératives du logement qui laissent inachevé des travaux de construction de logements sociaux, et dénoncer la corruption rampante et endémique entretenue avec complaisance par certains hauts cadres de la Mairie de Téhéran.

C'est le maire de Téhéran, corrompu notoire, l'ultraconservateur général **Mohammad Bagher Ghalibaf**, un ancien officier militaire et ex chef de la police iranienne qui fut aussi candidat lors des dernières élections présidentielles Iraniennees du mois de Juin 2013, qui a donné l'ordre aux forces anti-émeutes d'encercler et de faire matraquer tous les manifestants tous chauffeurs de bus. Il s'en est suivi une charge policière très violente au cours de laquelle des représentants du **Syndicat Vahed e** tels que **Hasan Saeedi**, **Naser Moharamzadeh** et **Iraj Fadayee**, ont été gravement battus, tandis que trois autres de leurs camarade étaient grièvement blessés.

On déplore également les arrestations d'autres travailleurs chauffeurs de bus dont les noms identifiés sont les suivants : **Vahid Fereydoni**, **Alireza Tavasoli**, **Amir Takhiri**, **Atta Babakhani**, **Mohammad Ali Aslaghi** et **Amir Abbas Hosseini**.

En dépit de la brutalité policière et des ordres de dispersions des forces répressives, ces travailleurs ont continué leur manifestation en scandant des slogans demandant la libération de leurs collègues, ce qui a finalement obligé la police à céder à leurs demandes. Cependant à ce stade, on ne sait pas si les syndicalistes arrêtés lors de cette attaque policière seront confrontés à des procès probablement suivis de peines d'emprisonnements dans les semaines à venir.

Les protestations contre cette attaque brutale des forces antiémeutes ordonnée par **Mohammad Bagher Ghalibaf** le maire de Téhéran, ont continué le lendemain, lors de la journée du Lundi 5 Décembre 2016. Les membres du **Syndicat des travailleurs chauffeurs de Bus de Téhéran et de sa Banlieue** ont demandé à leurs membres en geste de protestation de garder leurs phares allumés et de ne rouler qu'à 30 Km/heure durant toute cette nouvelle journée de protestation, une consigne qui a été suivie unanimement par une majorité des travailleurs de la **Vahed** qui gère une grande partie des transports dans la capitale Iranienne.

La réponse méprisante de la Direction de la ne s'est hélas pas fait attendre. Les forces anti-émeutes ont aussitôt investi les dépôts de Bus de l'entreprise, en obligeant les protestataires à éteindre leurs phares tout en filmant ceux qui refusaient d'obéir à leurs ordres. Ces agents des forces de sécurité ont aussi menacés d'autres travailleurs présents dans les dépôts de licenciements, de représailles et de poursuites judiciaires s'ils envisageaient de poursuivre leurs actions de protestation.

Il est impératif de souligner et de rappeler que les salaires du **Syndicat des travailleurs chauffeurs de Bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed)**, sont soumis depuis des années à des violences, des pressions et à une répression constante. Et que certains de leurs dirigeants et délégués, comme son vice-président **Ebrahim Madadi**, son trésorier **Reza Shahabi** et son porte-parole et membre fondateur **Davood Razavi**, sont toujours emprisonnés pour de longues années après avoir été condamnés pour des accusations délirantes de : «*Troubles à l'Ordre public*» et «*Organisation collective d'actions Illégales en vue de porter atteinte à la Sécurité nationale*»